



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} octobre 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Lettre datée du 29 septembre 2008, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration écrite formulée par la délégation grecque dans l'exercice de son droit de réponse aux observations faites par M. Branko Crvenkovski, Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, le 25 septembre 2008, à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale (voir annexe).

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) John **Mourikis**



**Annexe à la lettre datée du 29 septembre 2008,
adressée au Président de l'Assemblée générale
par le Représentant permanent de la Grèce
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration formulée par M. John Mourikis, Ambassadeur
et Représentant permanent de la Grèce auprès de l'Organisation
des Nations Unies, dans l'exercice de son droit de réponse
aux observations faites par M. Branko Crvenkovski,
Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine**

Je tiens à ce qu'il soit pris acte de la déclaration suivante formulée en réponse aux observations faites, ce jour, par le Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, M. Branko Crvenkovski, lors du débat général de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale.

Depuis des années, la Grèce respecte pleinement l'esprit et la lettre des résolutions 817 (1993) et 845 (1993) du Conseil de sécurité, en vertu desquelles l'ex-République yougoslave de Macédoine a été admise à l'ONU. Elle a participé aux négociations bilatérales conformément à la résolution 845 (1993) et à l'accord intérimaire conclu en 1995 entre les deux parties, en faisant preuve de bonne volonté et dans un esprit de compromis, dans l'espoir de contribuer à trouver une solution acceptable à la question du nom de l'État, sous les auspices du Secrétaire général et de son Envoyé spécial.

Néanmoins, en dépit de ces efforts, le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine a, au fil des ans, manifesté un mépris total pour les résolutions susmentionnées du Conseil de sécurité et adopté une position intransigeante et inflexible durant les négociations bilatérales menées sous les auspices de l'ONU, empêchant ainsi tout progrès ou un règlement amiable de la divergence entre les deux pays.

Même à l'ONU, le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine n'a jamais utilisé le nom par lequel ses deux principaux organes ont décidé que le pays devrait être désigné provisoirement, à toutes fins utiles à l'Organisation, mais il a, au contraire, toujours eu précisément recours au nom à propos duquel le Conseil de sécurité a reconnu l'existence d'une divergence entre les deux pays.

La Grèce soutient fermement les négociations bilatérales menées sous les auspices de l'ONU et continue de penser qu'il importe de trouver rapidement une solution acceptable à la question du nom de l'État, qui prendrait en considération les intérêts et les sensibilités légitimes des deux pays et résoudrait un problème étroitement lié à la stabilité régionale.

À cet égard, nous tenons à souligner qu'une solution juste et acceptable ne pourra être trouvée que si aucun des deux pays ne tente d'affirmer une exclusivité par l'usage d'un nom, monopolisant ainsi la région géographique plus large de la Macédoine.

Grèce est fermement convaincue qu'il ne devrait y avoir ni gagnant ni perdant dans cet effort, mais plutôt qu'il faudrait comprendre qu'une solution rapide à la question du nom de l'État est dans l'intérêt des deux pays, ainsi que de la paix et de la stabilité régionales. Cette démarche cadre pleinement avec la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité, qui dispose clairement que ce problème doit être réglé « dans l'intérêt du maintien de relations pacifiques et de bon voisinage dans la région ».

25 septembre 2008
